



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saone

Lons-le-saunier, le 12/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Communauté Urbaine Le Creusot-Montceau

Château de la Verrerie
Rue Maréchal Leclerc
BP 90069
71200 Le Creusot

Références : AV/MB/2025/C_79
Code AIOT : 0025300051

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement Communauté Urbaine Le Creusot-Montceau implanté 6 rue de Lucy 71300 Montceau-les-Mines. L'inspection a été annoncée le 07/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du récolement des dispositions de l'arrêté de mise en demeure n°DCL-BRENV-2024-138-1 du 17 mai 2024. Elle permet également de faire le point sur les suites de la visite d'inspection du 12 mars 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Communauté Urbaine Le Creusot-Montceau

- 6 rue de Lucy 71300 Montceau-les-Mines
- Code AIOT : 0025300051
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Communauté Urbaine Creusot-Montceau exploite une déchetterie au lieu-dit « Barrat-Lucy » destinée à la collecte de déchets non dangereux et déchets dangereux ainsi que pour du broyage de déchets verts sur la commune de Montceau-les-Mines.

L'établissement dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 24 avril 2023.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositifs de rétention et de confinement	Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 5.1.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	3 mois
2	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 5.2.1 et 5.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Dispositions constructives et organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 5.1.1 et 5.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Gestion des déchets reçus	Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 6.3.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 3.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Entretien des séparateurs	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Broyage des déchets verts	Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 1.2.1 - 2 - 4.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les travaux permettant le confinement des déversements et pollutions accidentelles y compris les eaux d'extinction incendie (imperméabilisation du fossé) ont été réalisés. La mise en demeure du 17 mai 2024 est levée.

Plusieurs non-conformités sont constatées portant notamment sur :

- absence de moyens d'extinction à proximité des déchets verts et du broyeur stationnaire ;
- absence de plan d'intervention conforme à la norme NF X08-070 ;
- absence de document justifiant des dispositions constructives du local réemploi / petit flux ;
- absence d'accès depuis le site aux bordereaux de suivi des déchets ;
- absence de réalisation des contrôles des rejets aqueux et non respect de la fréquence de surveillance.

Plusieurs demandes d'actions correctives et/ou justificatifs sont également formulées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositifs de rétention et de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 5.1.5
Thème(s) : Autre, Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 22/06/2024
Prescription contrôlée : <p>Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles</p> <p>Les voiries et dallages du site doivent présenter des pentes orientées vers l'intérieur du site et doivent permettre ensuite de diriger les eaux pluviales ou d'incendie vers le réseau de collecte des eaux pluviales (canalisations et fossé imperméabilisé).</p> <p>En cas de déversement accidentel d'un produit polluant, d'incendie ou de défaillance du système de traitement au droit de la plateforme imperméabilisée, l'actionnement d'un bouton coup de poing actionné depuis le coffret placé à proximité du bassin doit permettre le confinement des eaux, via le gonflement d'un ballon, dans le bassin de rétention suffisamment dimensionné.</p> <p>Le volume de rétention est en permanence de 462 m³ pour récupérer les eaux pluviales de ruissellement (340 m³) et les eaux d'extinction incendie (120 m³).</p> <p>L'exploitant établie une procédure relative à l'isolement du site. Cette procédure doit</p>

comprendre notamment la localisation et la réalisation de tests de fonctionnement du bouton coup de poing enclenchant la mise en confinement automatique des eaux sur le site, les opérations de curage des réseaux et bassins, des tests d'étanchéité du fossé imperméabilisé.

+ Article 1 de l'APMD du 17/05/2024

La Communauté Urbaine Creusot-Montceau exploitant une installation de déchetterie sise 6 route de Lucy sur la commune de Montceau-les-Mines est mise en demeure de respecter :

- dans un délai d'1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues au dernier alinéa de l'article 5.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 avril 2023 en établissant et transmettant la procédure relative à l'isolement du site. Cette procédure devra proposer dans l'attente des travaux, une ou des solutions/actions permettant d'assurer le confinement des déversements et pollutions accidentelles y compris des eaux d'extinction incendie ;
- dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmettra les justificatifs relatifs aux travaux (choix de l'entreprise, échéancier des travaux, bon de commande ou équivalent...) ;
- dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues au premier alinéa de l'article 5.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 avril 2023 en garantissant le confinement des déversements et pollutions accidentelle y compris les eaux d'extinction d'incendie.

Constats :

Constat de la visite du 12 mars 2024

Les travaux prévus en 2023 permettant de diriger les eaux d'extinction incendie vers le réseau de collecte des eaux pluviales (canalisations et fossé imperméabilisé) annoncé dans le dossier d'autorisation environnementale n'ont pas encore été réalisés.

L'exploitant indique que les entreprises répondant à l'appel d'offre sont en cours de visite des déchetteries et le choix de l'entreprise retenue pour les travaux devrait avoir lieu en avril 2024. Les travaux n'ont pas été réalisés, l'appel d'offre a dû être entièrement revu (inflation).

Constat 06-12032024 : non-conformité : les voiries et dallages du site ne présentent pas pour l'ensemble du site des pentes orientées vers l'intérieur du site, permettant ensuite de diriger les eaux pluviales ou d'incendie vers le réseau de collecte des eaux pluviales, notamment les canalisations et fossé imperméabilisés évoqués dans la demande d'autorisation n'ont pas été réalisés.

Constat 07-12032024 : non-conformité : l'exploitant n'a pas réalisé de procédure relative à l'isolement du site.

Constat de la visite du 08 avril 2025

Lors de la visite d'inspection du 12 mars 2024, il avait été constaté que les travaux prévus en 2023 permettant de diriger les eaux d'extinction incendie vers le réseau de collecte des eaux pluviales (canalisations et fossé imperméabilisé) annoncé dans le dossier d'autorisation environnementale n'avaient pas encore été réalisés.

<p>L'exploitant a été mis en demeure le 17 mai 2024. La notification date du 22 mai 2024.</p> <p>Le jour de la visite, il est constaté que les travaux présentés dans la demande d'autorisation environnementale ont été réalisés. Les travaux ont été achevés en mi mars 2024. L'exploitant a indiqué qu'il y a eu plus de réfection des canalisations qu'initialement prévu.</p> <p>L'inspection a constaté lors de la visite du site, la reprise des descentes et la fin des travaux du fossé imperméabilisé. La mise en demeure est levée.</p> <p>Suite à la visite d'inspection de 2024, l'exploitant a transmis la procédure relative à l'isolement du site.</p> <p>Constat 01-08042025 : cette procédure ne comprend pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la localisation sur un plan du bouton coup de poing - la réalisation de tests de fonctionnement du bouton coup de poing enclenchant la mise en confinement automatique des eaux sur le site (fréquence des tests, comptes-rendus, ...) ; - les opérations de curage des réseaux et bassins (fréquence, prestataire) ; - la réalisation de tests d'étanchéité du fossé imperméabilisé.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat 01-08042025 : la procédure devra être complétée avec les éléments demandés et transmis à nouveau à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 5.2.1 et 5.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 22/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Les moyens sont complétés par les moyens suivants :</p>

des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles, des déchets verts et des zones de stockage où sont regroupés les déchets (bungalow, local DDS, local « petit flux ») ;
des kits d'absorption doivent être judicieusement répartis dans l'établissement notamment à proximité des stockages d'huiles usagées et des locaux DDS.

Article 5.2.2 Organisation

L'exploitant établit et rend disponible en cas d'intervention un plan d'intervention conforme à la norme NF X08-070 mentionnant au minimum :

la superficie des zones,

l'emplacement, les caractéristiques et le cas échéant le volume des points d'eau incendie ;

le volume et la surface des réserves destinées à la rétention des eaux d'extinction ;

l'emplacement des organes de coupure, des fluides et des sources d'énergie ;

l'emplacement des dispositifs et commandes de sécurité.

Constats :

Rappel du constat de la visite du 12 mars 2024 :

Lors de la visite de 2024, l'inspection a constaté la présence au sein de la déchetterie :

- d'extincteur et notamment au droit des locaux DDS, petit flux, DASRI, bennes ampoules et néons.
- des kits d'absorption à proximité des stockages d'huiles usagées et des locaux DDS.

Il n'a pas été repéré de moyens d'extinction à proximité des déchets verts et du broyeur stationnaire.

Et l'exploitant n'a pas établi de plan d'intervention conforme à la norme NF X08-070.

En réponse à la visite, l'exploitant a indiqué :

- qu'il existe un point d'eau à proximité des bennes de déchets verts qui permet à tout agent d'avoir un accès aux premiers éléments de lutte contre un éventuel incendie. Il s'agit d'un tuyau mesurant 25m ;
- qu'une commande du plan d'intervention conforme à la norme NF X08-070 est en cours auprès de l'entreprise TECHNIFEU BOURGOGNE.

Constat de la visite du 08 avril 2025 :

Constat 02-08042025 :non-conformité : le jour de l'inspection, il est constaté la présence du tuyau d'arrosage dans une armoire fermée (non verrouillée) à proximité des bennes de déchets verts. Ce moyen d'extinction n'est pas un moyen listé au point 4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 18 mai 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant est invité à solliciter l'avis du SDIS sur ce point.

Post-inspection, l'exploitant a transmis un mail du 25 avril 2025 du SDIS 71, confirmant que le

tuyau d'arrosage ne peut pas être pris en compte de façon officielle et réglementaire car il ne répond pas à une norme afférente aux moyens de secours et n'est potentiellement pas vérifié périodiquement et maintenu opérationnel en tout temps. De plus, le débit pourrait s'avérer rapidement insuffisant. Le SDIS valide la possibilité d'avoir un extincteur à eau pulvérisé à proximité du broyeur et des bennes de déchets verts à condition qu'une procédure soit inscrite aux consignes de sécurité et qu'elle soit connue de tous les agents travaillant sur le site.

Constat 03-08042025 : non-conformité : aucun plan d'intervention conforme à la norme NF X08-070 n'est présent sur le site.

A ce sujet, l'exploitant indique qu'il a été convenu avec la société Technifeu Bourgogne que le plan serait réalisé à l'issue des travaux de réaménagement du site. La prestation devrait donc être réalisée courant mai 2025 (le bâtiment réemploi devant être réceptionné fin du mois d'avril).

Observation : de l'absorbant est présent dans le local Eco DDS. Toutefois, une partie des stockages de caisses palettes des DDS en extérieur et de la table permettant la poste des DDS apportés par les particuliers se situe juste devant une des descentes du réseau d'eaux pluviales. Il conviendrait de déplacer le stockage d'absorbant au local DDS ou à proximité immédiate entre le local et la descente d'eau pluviale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 02-08042025 : l'exploitant procédera à la mise en place à proximité des bennes de déchets verts et du broyeur stationnaire d'extincteurs ou moyens d'extinction adaptés aux risques conforme aux dispositions du point 4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 18 mai 2018. Les justificatifs de la mise en place de cet extincteur et de la procédure dans les consignes de sécurité (ainsi que sa bonne diffusion au personnel) seront transmis à l'inspection.

Constat 03-08042025 : l'exploitant établira le plan d'intervention conforme à la norme NF X08-070 dès la réception du bâtiment Réemploi / Petit Flux et le transmettra à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Dispositions constructives et organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 5.1.1 et 5.1.3

Thème(s) : Autre, Organisation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Article 5.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Bâtiment/local	Dispositions constructives		
	Local, sol, toiture	Murs - Portes et fermetures	Parois séparatives
Locaux DDS (déchets diffus spécifiques)	Matériaux de classe A2s2d0 Sols des aires et locaux de stockage incombustibles (classe A1) Toiture : CROOF3 Ventilation	Murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures)	/
Local petit flux / réemploi	Matériaux de classe A2s2d0 Sols des aires et locaux de stockage incombustibles (classe A1)	Murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures)	Paroi de degré REI 120 séparant bâtiment de stockage de la zone de réemploi

Le local DDS est équipé d'une ventilation par extraction d'air permettant un renouvellement d'air suffisant (300 m³/h).

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.3 Organisation des stockages

Les stockages des bennes de déchets verts et du broyeur stationnaire de déchets végétaux sont implantés à une distance minimale de 30 m des limites de l'établissement.

Stockage	Dispositions spécifiques			
	Nature des produits stockés	Quantité	Îlotage - aménagement	Rétention
Locaux DDS (déchets diffus spécifiques)	Déchets de matières dangereuses, liquides inflammables	Quantité maximale : local Eco DDS : 800 kg - local de 18 m²	Pas de superposition des conteneurs Mise en place en rayonnage ou	Local sur rétention étanche sur caillebotis

	inflammables Mode de stockage : bidons, aérosols, pots dans des caisses-palettes	18 m ² local hors Eco DDS : 500 kg - local de 12 m ²	rayonnage ou étagères possible	
Local petit flux (zone des REP (Responsabilité élargie du producteur) / réemploi et de dons	Piles en fûts Petits Appareils en Mélange (P A M) , cartouches d'encre, radios et batteries dans des bacs Huiles minérales et néons /ampoules en containers de récupération	Q u a n t i t é maximale : huiles minérales : 1,35 tonnes batteries et piles : 1,93 tonnes DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) : 0,8 tonne P e t i t s électroménagers dont écrans : 3 tonnes cartouches d'encre : 200 kg Radiographies : 100 kg A m p o u l e s - Néons : 100 kg Huiles végétales : 0,5 t	Z o n e d e réemploi et dons : 30 m ² Zone des REP de 54 m ² Zone de REP : bacs au sol sans superposition	Containers des huiles minérales et des huiles synthétiques pourvu de rétention étanches

[...]

L'organisation de l'ensemble des stockages respecte les descriptions et les plans fournis dans l'étude des dangers et ses compléments.

Constats :

Rappel du constat de la visite du 12 mars 2024 :

Lors de la visite d'inspection de 2024, il a été constaté que :

- les travaux prévus de réaménagement de la déchetterie - porter à connaissance de janvier 2023 et qui ont été intégrés à l'autorisation n'ont pas encore été réalisés. Dans ce porter à connaissance, les parois du local DDS et du bâtiment petit flux/réemploi sont REI 120. Le local petit flux / réemploi n'a pas encore été réalisé.
- les locaux DDS (ECO DDS et hors ECO DDS), petit flux et réemploi actuels ne présentent pas de parois extérieures coupe-feu 2h.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a justifié par la transmission des documents techniques

relatifs aux locaux DDS que ces derniers présentent bien des parois REI120.

Le local DDS est équipé d'une ventilation par extraction d'air permettant un renouvellement d'air suffisant (300 m³/h).

Constat de la visite du 08 avril 2025 :

Le nouveau local emploi / petit flux est construit mais non encore réceptionné. La réception est prévue pour la fin du mois d'avril 2025.

Constat 04-08042025 : non-conformité : l'exploitant ne dispose pas des documents justifiants des dispositions constructives du local réemploi / petit flux.

Constat 05-08042025 : les flux ne sont pas encore tous placés dans le bâtiment. Les huiles minérales et végétales sont bien placés dans le bâtiment présentant une zone spécifique avec rétention (2,88 m³).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 04-08042025 : l'exploitant transmettra les documents justifiants des dispositions constructives du local réemploi / petit flux.

Constat 05-08042025 : l'exploitant transmettra des justificatifs que les déchets ont été entreposés dans le bâtiment conformément au porter à connaissance de janvier 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Broyage des déchets verts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 1.2.1 - 2 - 4.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Tonnage et protection

Prescription contrôlée :

Article 1.2.1

[...]

2794-2	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux La quantité de déchets traités étant : 2. Supérieure ou égale à 5 t/j mais inférieure à 30 t/j.	Quantité traitée maximale de 29 t/j	D
--------	---	-------------------------------------	---

Article 2

[...]

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

En cas de besoin, une brumisation est appliquée lors du broyage des déchets verts.

[...]

Article 4.1.2 - Mesures liées au fonctionnement des installations :

- utilisation d'un broyeur spécial déchetterie stationnaire électrique type MZA 1400 de 90 kW
- broyeur placé sur une des 3 bennes de la zone bennes des déchets verts à une distance minimale de 30 m des limites de propriété
- limitation du temps de fonctionnement du broyeur
- établissement d'un mode opératoire des opérations de broyage

Constats :

Le broyeur a peu été mis en fonctionnement en 2024 (effectif réduit non compatible avec les objectifs de sécurité lors de la mise en route du broyeur). Il est toutefois démarré pour la réalisation de tests.

Pour ne pas dépasser la quantité de 29 t/j, l'exploitant a limité le nombre de remplissage des bennes à 3 (une benne peut contenir 6 tonnes, il est donc prévu au maximum 18 tonnes par jour).

Le jour de la visite, le broyeur est bien placé à plus de 30 m des limites de propriété. L'exploitant dispose bien d'un mode opératoire des opérations de broyage.

En cas de nécessité, un ventilateur brumisateur pourra être placé à proximité.

Des bavettes qui descendent dans la benne permettent également d'éviter les envols de poussière depuis la benne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des déchets reçus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 6.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les principaux déchets reçus sur le site sont les suivants :

	Type de déchets (code déchet à 6 chiffres)	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité	Quantités admises (tonnage maximal admissible)

Déchets dangereux	<p>Amiante : 17 06 01* et 17 06 05*</p> <p>Huiles minérales : 20 01 26*</p> <p>Batteries et piles : 20 01 33*</p> <p>DASRI (déchets d'activités de soins à risques infectieux) : 18 01 03*</p> <p>DEEE : 20 01 35*</p> <p>DDS peinture : 20 01 27*</p> <p>DDS détergents : 20 01 29*</p> <p>DDS pesticides : 20 01 19*</p> <p>DDS solvants : 20 01 13*</p> <p>Cartouches d'encre : 08 03 17*</p> <p>Radiographies : 18 01 06*</p> <p>Ampoules- Néons : 20 01 21*</p>	Particuliers / administrations / artisans et commerçants résidant sur le territoire de la CUCM	<p>Amiante : 5 tonnes</p> <p>Huiles minérales : 1,35 tonnes</p> <p>Batteries et piles : 1,93 tonnes</p> <p>DASRI : 1 tonne</p> <p>DEEE : 0,8 tonne</p> <p>P e t i t s électroménagers dont écrans : 3 tonnes</p> <p>Local Eco DDS : 800 kg</p> <p>Local Hors ECO DDS : 500 kg</p> <p>Cartouches d'encre : 200 kg</p> <p>Radiographies : 100 kg</p> <p>Ampoules- Néons : 100 kg</p>
Déchets non dangereux	<p>Déchets verts : 20 02 01</p> <p>Encombrants : 20 03 07</p> <p>DEEE : 20 01 36</p> <p>Ecomobilier : 20 03 07</p> <p>Cartons : 20 01 01</p> <p>Pneus : 16 01 03</p> <p>Bois : 20 01 38</p> <p>Huiles végétales : 20 01 25</p> <p>Plâtres : 10 13 99</p> <p>Ferrailles : 20 01 40</p> <p>Pneus jantés : 16 01 03</p> <p>Capsules café : 20 01 08</p> <p>Bouchons plastiques : 20 01 39</p> <p>Vêtements/textiles : 20 01 10/20 01 11</p>	Particuliers / administrations / artisans et commerçants résidant sur le territoire de la CUCM	<p>déchets verts : 215 m³</p> <p>Encombrants : 70 m³</p> <p>DEEE : 30 m³</p> <p>Ecomobilier : 60 m³</p> <p>Cartons : 30 m³</p> <p>Pneus : 30 m³</p> <p>Bois : 35 m³</p> <p>Huiles végétales : 0,5 t</p> <p>Plâtres : 60 m³</p> <p>Ferrailles : 35 m³</p> <p>Pneus jantés : 25 m³</p> <p>Capsules café : 200 L</p> <p>Bouchons plastiques : 240 L</p> <p>Colonne Relais : 1500 L</p> <p>Verres : 12 m³</p> <p>Bouchons lièges : 120 L</p>

	Verres : 20 01 02 Bouchons lièges : 03 01 01 Bâches souples : 02 01 04 Polystyrène : 15 01 02		Bâches souples : 2 m ³ Polystyrène : 1 m ³
Déchets inertes	Gravats : 20 02 02 / 17 01 01 / 17 01 02 / 17 01 03	Particuliers / administrations / artisans et commerçants résidant sur le territoire de la CUCM	Gravats : 15 m ³

Constats :

Il est demandé à l'exploitant la présentation des bordereaux de suivi des déchets notamment relatif à l'amiante.

Constat 06-08042025 : non-conformité : l'exploitant n'a pas accès depuis le site de Montceau-les-Mines aux bordereaux demandés.

Post-inspection, l'exploitant a présenté les BSD Amiante entre les mois d'octobre 2024 et avril 2025. Les quantités mensuelles ne dépassent pas 3 tonnes sur cette période.

Constat 07-08042025 : le BSD Amiante est dans l'ensemble bien complété. Toutefois, il est coché « la collecte d'amiante sur un chantier » au lieu de « la collecte en déchèterie relevant de la rubrique 2710-1 ».

Lors de la visite des installations, il n'a pas été constaté de dépassement des quantités et des volumes pour les autres déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 06-08042025 : l'exploitant veillera à avoir accès aux BSD sur le site.

Constat 07-08042025 : l'exploitant devra indiquer pourquoi le BSD est réalisé sous la coche « collecte d'amiante sur un chantier ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques

Prescription contrôlée :

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Les rejets d'eaux pluviales (rejets n°1 et n°2) susceptibles d'être pollués permettent de respecter sans dilution les valeurs limites en concentration ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Points de rejet référencés n°1 et n°2 :

- Température maximale : 30 °C
- pH : 5,5 à 8,5
- Débit maximal journalier : 259,2 m³/j
- Débit maximum horaire : 10,8 m³/h

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1 Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Rejet n°2 Concentration en moyenne journalière (mg/l)
Mat i è r e s e n s u s p e n s i o n	1305	100	100
DCO	1314	160	160
DBO ₅	1313	32	32
Indices phénols	1440	0,3	0,3
Chrome hexavalent	1371	0,1	0,1
Cyanures totaux	1390	0,1	0,1

AOX	1106	5	5
Arsenic	1369	0,1	0,1
Hydrocarbures totaux	7009	10	10
Métaux totaux	8095	15	15

Périodicité : annuelle

Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Constats :

Constat 08-08042025 : non-conformité : l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la date des derniers contrôles des rejets d'eaux pluviales ou de présenter les résultats.

Post-inspection, l'exploitant a transmis les analyses réalisées en 2023. Il indique qu'aucune analyse n'a été réalisée en 2024.

Constat 09-08042025 : non-conformité : la périodicité annuelle entre les contrôles n'est pas respectée.

Les résultats de 2023 montrent le respect de la prescription avec des valeurs bien en deçà des VLE pour les 2 points de rejet.

L'exploitant a justifié de la commande des analyses pour 2025 et a indiqué le 18 avril que les prélèvements ont été réalisés dans la semaine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 08-08042025 : l'exploitant doit conserver sur site les informations relatives aux contrôles réalisés (soit informatiquement, soit papier).

Constat 09-08042025 : l'exploitant transmettra les résultats des contrôles des rejets aqueux pour 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Entretien des séparateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluée du site sont collectées par un réseau spécifique et traitées par des séparateurs d'hydrocarbures.</p> <p>Le dernier curage des séparateurs et du bassin a été réalisé en novembre 2024.</p> <p>L'exploitant indique qu'il préfère réaliser un curage annuel systématique.</p> <p>Constat 10-08042025 : non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter les bordereaux de suivi des déchets suite aux nettoyages des séparateurs, ni les fiches de suivi.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis les bordereaux de suivi des déchets associés aux opérations de curage.</p> <p>Il est indiqué une quantité réelle de déchets de 9,56 tonnes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat 10-08042025 : l'exploitant devra disposer sur site à l'accès aux documents demandés par l'inspection et notamment les bordereaux de suivi des déchets associés aux opérations de nettoyage du séparateur et du bassin. Il devra également demander à son prestataire des fiches de suivi.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois